

Document lancement
Chantier femmes et économie
Pôle socio-économie de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire

préparé par Cécile Sabourin
(avec des contributions du comité initiateur de la démarche)

présenté dans le cadre du
Congrès mondial sur la coexistence humaine dans un monde responsable et solidaire à
l'aube du IIIe millénaire

Montréal, juillet 2000

Cécile Sabourin

professeure, département des sciences
sociales et de la santé, UQAT
Fax : 819-797-4727
courriel : Cecile.Sabourin@uqat.quebec.ca

Avant-propos

C'est le résultat du travail de plusieurs personnes qui nous amène aujourd'hui à aborder ouvertement la question de l'économie sous l'angle de la participation des femmes, à l'intérieur du pôle socio économique de l'Alliance. Démarche ouverte et constructive dans ses visées transformatrices, questionner la prise en compte des femmes dans l'articulation des théories économiques et leur place dans la vie économique ne va pas de soi.

Plusieurs écrits ont été mis en valeur dans la préparation du présent document. Je remercie celles et ceux qui y ont contribué et qui y retrouveront des éléments de leurs réflexions et analyses.

Introduction

Le Chantier “ femmes et économie ” émerge suite à des initiatives qui se rencontrent. Dans le numéro 2 de *Caravane*, la lettre de liaison de l’Alliance pour un monde responsable et solidaire, Cécile Sabourin, alliée et Professeure à l’Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, a lancé le débat sur femmes et économie solidaire¹. Cette préoccupation rejoint l’initiative de l’ADSP² qui, avec des partenaires francophones et européens, envisageait d’organiser une rencontre sur les rôles et la place des femmes dans l’économie solidaire en 1999.

Cette initiative s’inscrit plus largement dans le souci manifesté par plusieurs alliées, lors de la rencontre internationale de Bertioga en 1997³, de poser la question de la place des femmes dans la mondialisation comme un enjeu incontournable pour bâtir une alliance durable au niveau mondial. Elle fait aussi suite à un séminaire international sur l’économie sociale tenu à Montréal en juin 1995⁴ et au symposium Globalización de la solidaridad tenu à Lima en juillet 1997⁵

Prenant appui sur ces bases, les pages suivantes présentent une analyse d’enjeux relatifs à la place des femmes dans l’économie et à la façon dont leurs initiatives et leur travail interrogent quelques uns des défis socio-économiques de notre époque, et plus particulièrement ceux qui ont été identifiés dans le cadre des travaux du pôle socio-économique de l’Alliance. Présentation partielle du défi de la prise en compte de la spécificité du vécu des femmes, ces pistes de réflexion constituent un premier apport au groupe thématique en formation.

La reconnaissance de la contribution des femmes à la création de richesses et de bien-être des sociétés implique de changer son regard sur l’économie

Les théories économiques, qu’elles soient libérale, keynésienne ou marxiste, délimitent le champ de l’économie à ce qui a un prix, une contrepartie monétaire et une valeur d’échange. Concrètement la mesure de la richesse produite ne prend pas en compte les productions domestiques qui représenteraient selon les pays de 30 à 70 % du produit intérieur brut (PIB). L’activité domestique largement assumée par les femmes participe à ce que certains appellent le “ capital social ” d’une société, à savoir la qualité et la densité du tissu social. Paradoxalement, les possibilités d’un développement socio-économique durable dépendent largement des activités non monétaires, dont la logique de production n’obéit ni à la maximisation du profit, ni à l’accumulation du capital. Qui doute qu’un minimum de confiance, de civilité et de réciprocité appris dans les réseaux familiaux et amicaux, soit essentiel au fonctionnement de la production et des échanges commerciaux? Les “ producteurs de richesses ” et ce qu’il est convenu d’appeler les “ marchés ” puisent dans ce “ bien particulier ” qu’est le “ lien social ” comme s’il était une ressource inépuisable, sans prix ni coût. Cette ignorance du rôle fondamental de l’économie non monétaire au développement contribue à rendre invisible et à dévaloriser une bonne partie du travail des femmes dans la société, le maintenir même absent des statistiques officielles.

¹ Cécile Sabourin , "L'économie solidaire et les femmes", *Caravane*, n°2, décembre 1998.

² Agence pour le Développement des Services de Proximité

³ Pour plus d'information, consulter le site de l'Alliance à l'adresse suivante <www.org.>

⁴ Pour plus d'information, consulter *Les actes du séminaire international sur l'économie sociale tenu les 6 et 7 juin 1995*, Comité volet international de la marche des femmes contre la pauvreté, (1996), Montréal, Relais-femmes, 74 p.

⁵ Pour plus d'information, consulter *Globalización de la solidaridad, Simposio internacional* de H. ORTIZ et I. MUÑOZ (ED.), Lima, GES (Grupo Internacional Economía Solidaria), 1998, 496 p. ; *Le symposium "Globalización de la solidaridad" : des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire*, de C. Sabourin, *Recherches féministes*, 1997, vol. 10, no. 2 : 211-217 ; *Le symposium "Globalización de la solidaridad"*, document de travail support à une communication dans le cadre de l'Université populaire d'été du Centre de formation populaire (Montréal), août 1997.

La remise en cause des formes actuelles de production et de répartition des richesses, une action simultanée s'impose sur toutes les sphères socio-économiques : marchande, non marchande et non monétaire.

Reconnaître la valeur des activités non monétaires, principalement assumées par les femmes ne résout rien si, dans le même temps, elles ne disposent pas des moyens de développer leur propre autonomie, étant entendu que, pour l'immense majorité, le travail rémunéré constitue présentement le moyen privilégié pour y arriver⁶. Dit autrement, les initiatives des femmes demeureront, aussi innovantes soient-elles, sans résultats réels et durables si elles restent à la marge de l'économie monétaire.

Parallèlement, la lutte pour l'égalité professionnelle et le droit à l'initiative sont insuffisantes s'il n'y a pas un partage équitable des tâches domestiques entre hommes et femmes. Les exigences imposés par les milieux de travail et la difficile conciliation entre responsabilités professionnelles et responsabilités familiales/domestiques exercent présentement des pressions différentes sur les hommes et sur les femmes, avec le résultat que les femmes, comme groupe social, subissent davantage de contraintes affectant leur avancement professionnel et leur accès à certains leviers du pouvoir "économique".

Dans de nombreux cas bien documentés dans *La femme mondialisée*⁷, Christa Wichterich montre que les femmes sont fortement insérées dans les mécanismes et structures économiques qui soutiennent toutes les formes de la mondialisation, sans en obtenir la reconnaissance et la rétribution qui leur est due. Plus encore, elles y sont souvent traitées comme des marchandises.

L'accès à un travail salarié ne suffit donc pas s'il ne s'accompagne pas d'une critique du néolibéralisme qui conduit aujourd'hui à un déséquilibre croissant entre la valorisation du "capital" et celle du travail et à un questionnement approfondi de la division entretenue entre l'économique et le social. Or, ces divisions, capital/travail, économique/social, correspondent aussi à une division sexuée des avoirs et des contributions à la vie économique. On sait bien que, d'une part, les détenteurs et/ou gestionnaires de capitaux sont en majorité des hommes et que, d'autre part, les femmes sont surreprésentées dans les métiers et les professions associés au maintien du lien social, métiers et professions que le discours néo-libéral disqualifie en permanence en les jugeant improductifs, voire superflus. Ces dichotomies recouvrent cependant des réalités complexes étant donné l'imbrication de "l'économique" dans toutes les sphères de la vie.

Cela nous amène à reconnaître la pertinence, voire l'urgence, de porter un regard nouveau sur l'économie et sur ces dichotomies et d'initier des actions transformatrices, en un mot de développer un nouveau paradigme. Non seulement victimes, les femmes étant au coeur et aux commandes de nombreuses réactions "constructives" pour lutter contre les méfaits de la mondialisation, il paraît important de porter une attention particulière aux initiatives qu'elles ont développées.

Initiatives de femmes : de multiples contextes d'émergence

La croissance des économies occidentales a eu comme première conséquence un transfert de certaines activités de la sphère domestique à celle du commerce (activités marchandes) et un transfert de certaines responsabilités familiales à des instances publiques (services assumés par les organismes publics). En particulier, la période 1945-1975 a été marquée par des changements importants au regard de la participation des femmes à ces activités professionnelles en croissance.

Le mouvement de tertiairisation qui a accompagné cette croissance a, pour sa part, favorisé les initiatives des femmes, car elles sont les premières concernées par des services qui étaient autrefois assumés dans la sphère privée. Plus récemment, de nouvelles transformations au niveau des politiques étatiques ainsi que les changements technologiques bouleversent à nouveau les rapports et les conditions de participation des femmes à l'offre de ces services.

Les "ajustements structurels" au Sud et la course au déficit "0" au Nord ont été l'occasion d'une profonde restructuration de vastes pans des services aux personnes. Autrefois assumés par ou via le financement de l'État, plusieurs services ont été jugés improductifs ou trop coûteux et laissés à la charge des personnes et des

⁶ Les revenus tirés du capital et de la spéculation, en croissance, sont objet de très forte concentration.

⁷ publié chez Solin/Actes sud, 1998, 262 p.

communautés. Services de proximité, entreprises d'économie sociale ou activités informelles ont alors germé en marge des secteurs privés et publics pour offrir ces services. Nul ne contestera que les femmes constituent les premières concernées par ce secteur d'activités en pleine effervescence depuis plusieurs années.

Par ailleurs selon l'histoire, les traditions et la culture des pays et régions, les partages des responsabilités entre sphères domestique, marchande et publique de même qu'entre hommes et femmes ne présentent pas les mêmes caractéristiques. Il en découle que la monétarisation des économies et la généralisation des marchés imposent des contraintes différentes selon les contextes et selon l'état du développement et des politiques étatiques. Toutefois, ce qui est sûr c'est que ces tendances sont bien installées et que les femmes en subissent partout des conséquences qui leur sont spécifiques.

Nombre d'initiatives socio-économiques au Nord comme au Sud, à l'Est et à l'Ouest ont pour origine des regroupements de femmes. Face à la dégradation de leur cadre de vie, à la persistance du chômage et à la montée des inégalités, elles se mobilisent localement pour prendre en charge leur destin et peser sur un environnement économique et institutionnel qui n'est pas ou plus en mesure de prendre en compte leurs attentes et leurs besoins. Il ressort que, dans de nombreux cas, ces initiatives se caractérisent par leur dimension collective, familiale ou communautaire. La volonté d'entreprendre dont font preuve de nombreuses femmes qui s'y impliquent ne s'explique pas d'abord et principalement par l'attente individuelle d'un "retour sur investissement". Les initiatives solidaires portées par des femmes naissent souvent d'un projet partagé tirant sa force du fait que les liens qui y sont créés ou renforcés à cette occasion sont tout aussi importants que les bénéfices économiques escomptés de l'activité.

Les observations faites dans plusieurs pays montrent que les initiatives socio-économiques des femmes favorisent les possibilités d'un entrepreneuriat d'un type nouveau qui combine initiative économique, cohésion sociale et l'exercice d'une citoyenneté. Cependant les pratiques des femmes se heurtent, encore et toujours, à de nombreux freins et résistances liés aux traditions ou aux habitudes bien installées dans la plupart des pays; lesquelles se sont développées au moment où les rôles et responsabilités assumés pas les femmes étaient fortement reliés aux hiérarchies entre les genres, entre les savoirs, entre les sphères d'activités, etc. Ainsi, le rapport des femmes au temps et au territoire et la préoccupation relative à la qualité de la vie quotidienne colorent la manière dont de nombreuses femmes développent de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins des leurs et de leur communauté. Les services de proximité, les petites productions et petits commerces, les entreprises d'économie sociale, les activités dite informelles et les échanges de tous types sont au nombre des initiatives qui diversifient la gamme des activités "économiques" dans les diverses sociétés. Parfois nouvelles dans leur facture, ces dernières sont le plus souvent en continuité avec des pratiques déjà existantes qui, repoussés à la marge de l'économie officielle, ont été perçues comme secondaires ou de moindre importance pour le développement des sociétés. Nous sommes tentés de croire que, dans le contexte actuel de globalisation des marchés et de délestage de nombreuses activités dites non productives, ces initiatives sont le support économique et social de nombreuses sociétés. Portées par des femmes ou des hommes, elles ont en commun de prendre appui sur les valeurs que les femmes ont été les plus nombreuses à maintenir bien vivantes au fil des siècles.

Ces initiatives, un potentiel de transformation?

Nos interrogations visent à reconnaître, pour les mieux développer, les potentiels de transformation que des pratiques de femmes font entrevoir. Nommées du terme "économie solidaire" ces pratiques économiques s'appuient sur des valeurs de solidarité, de réciprocité et de coopération et s'inscrivent dans une dynamique locale, refusant la dépendance aux mécanismes habituels des marchés et renouvelant les pratiques de gestion.

En quoi ces tentatives connues comme des pratiques d'économie solidaire sont-elles porteuses de questionnements de fond quant au fonctionnement des économies de marché? Quels impacts ces initiatives micro-économiques menées par des femmes peuvent-elles avoir sur les régulations macro-économiques? Quelles sont leurs capacités à changer les règles de fonctionnement de l'économie traditionnelle?

Les femmes investies dans une économie solidaire font face au moins aux deux défis "socio-économiques" suivants : la création d'activités et l'emploi.

Côté création d'activités, comment faire en sorte que les initiatives de l'économie solidaire portées par des femmes ne soient pas uniquement des "petites économie locales et artisanales" qui, comme le souligne

Sabourin⁸, comblent “ les vides laissés par les marchés globaux qui se confondent avec la grande économie internationale ” ? Inversement, comment consolider les initiatives des femmes par des politiques de soutien juridique, technique et financier adaptées sans que leur développement économique se traduise d’abord par l’abandon de leurs innovations sociétales d’origine, ensuite par leur banalisation dans une économie capitaliste dominée par les modèles soutenus par les élites économiques?

Côté emploi, comment ces nouvelles activités peuvent-elles permettre aux femmes l’accès durable à l’emploi et l’invention de nouveaux rapports sociaux et économiques qui ne soient pas un élément de plus, voire une contribution, à la dérégulation et à l’éclatement du marché du travail? Si aujourd’hui les nouvelles activités offrent une perspective de sortie du travail domestique ou au noir pour les femmes qui le souhaitent, le risque est que les initiatives d’économie solidaire dans lesquelles les femmes s’investissent ne parviennent pas à briser la précarité de revenu et d’emploi, et la gestion par l’État de l’exclusion sociale à moindre coût . Au nord, tout l’enjeu politique est d’éviter un développement de l’économie solidaire par défaut pour pallier aux restrictions budgétaires d’un État social dont la gestion obéit de plus en plus aux critères imposés par la concurrence internationale. Ce danger concerne directement les femmes qui sont largement investies dans ces nouvelles activités de proximité et dans celles qui ont été prises en charge dans la foulée des restructurations issues de la globalisation des marchés.

Relever ces défis implique, en outre, le dépassement des cloisonnements et rigidités institutionnels que les acteurs de l’économie solidaire critiquent en soulignant l’importance du rôle de l’État, de son ouverture à la négociation et à la gestion partagée avec les réseaux de la société civile. Des normes et des statuts plus adaptés aux initiatives innovatrices portées principalement par des femmes et des processus de répartition équitable des richesses produites au sein des sociétés peuvent seuls garantir la viabilité des pratiques “ solidaires ”. Ceci ne se fera pas sans une mobilisation des femmes et leur participation accrue à la gestion des affaires publiques.

Projet politique, des pratiques transformatrices sont aussi tributaires des traditions et des cultures. À titre d’exemple, les programmes de micro-crédit s’adressant aux femmes dans les pays du Sud qui négligent les dimensions culturelles notamment la place des femmes dans la famille génèrent des effets pervers. Linda Mayoux⁹ montre bien comment une stricte logique financière (les femmes ont un meilleur taux de remboursement que les hommes) peut conduire à des privations familiales pour pouvoir rembourser un prêt à échéance, à une instrumentalisation des femmes par les hommes pour obtenir de l’argent ou encore à un désengagement encore plus marqué des hommes dans la participation à la vie quotidienne de la famille et au financement du ménage.

C’est en ayant à l’esprit ces dimensions, et d’autres à mettre en lumière, que la place et le rôle des femmes dans l’économie solidaire doivent être abordés. De plus, il sied de situer ces développements de l’économie solidaire dans une perspective globale si l’on aspire à renverser la tendance à l’appauvrissement du plus grand nombre des femmes et à changer les “ règles du jeu ” guidant les rapports économiques dominants. Le droit à l’initiative économique des femmes et l’invention d’autres manières de produire et de répartir les richesses ne peuvent être dissociés de l’étude de l’ensemble des enjeux auxquels est confrontée la planète au regard de la satisfaction des besoins humains.

Renouveler la pensée économique et les actions transformatrices, un défi pour toutes et tous.

Nous ne saurions terminer cette brève problématique sans souligner que renouveler la pensée économique et mettre en oeuvre des pratiques transformatrices requiert la participation des femmes et des hommes et doit prendre appui sur les questionnements fondamentaux tant au regard des rapports femmes-hommes qu’en rapport avec les inégalités, quelle qu’en soit leur origine. Il faut reconnaître que s’il n’est généralement pas facile de susciter de vrais questionnements à ces propos, cela est doublement difficile dans les secteurs d’activités qui ne relèvent pas traditionnellement de la responsabilité féminine. Même si de larges pans de la population et de nombreux hommes sont eux-mêmes victimes des biais sexistes imposés aux femmes, les

⁸ *Op.cit.* p. 18

⁹ "L'empowerment, des femmes contre la viabilité ? Vers un nouveau paradigme dans les programmes de micro-crédit", in *Les silences pudiques de l'économie*, Unesco / IUED, 1998.

pratiques économiques tout comme leur conceptualisation paraissent comme des faits de société et le résultat d'une évolution " normale ". Comme le mentionnait Patricia Amat¹⁰, le modèle néo-libéral est une construction humaine et il n'y a pas d'autre issue pour se sortir des déséquilibres actuels que d'en construire un autre qui fasse davantage l'affaire de celles et de ceux qui sont présentement moins bien nantis et carrément démunis.

On ne peut isoler l'économie de l'ensemble des rapports humains et sociaux ; ainsi les thèmes de la démocratie participative, de l'accès à la connaissance et à l'éducation dès le plus jeune âge et notamment pour les petites filles, de l'interdépendance, de l'action volontaire et consciente, de la responsabilité sont incontournables. Dans cette perspective, le Chantier " femmes et économie " veut contribuer à enrichir les travaux du Pôle socio-économique en mettant en évidence la place, les rôles et les conditions des femmes en dépassant les interrogations et les suggestions purement instrumentales et organisationnelles¹¹. Tout en étant essentielles, celles-ci n'apparaissent pas suffisantes ou même fiables comme voie de transformation des rapports économiques. Questionner les agirs humains relatifs au partage et à l'accès aux ressources pour satisfaire les besoins individuels et collectifs et les mécanismes de décisions quant aux choix de productions et de consommations pourrait mieux garantir nos pas vers une véritable transformation. Ces questionnements s'imposent à tous les niveaux, du local à l'international.

Nous voulons en terminant mettre en évidence combien des " acquis " de nos sociétés dont on questionne très peu l'origine sont en fait responsables des principaux et profonds déséquilibres entre les personnes, les groupes, les ethnies, les pays. L'exemple le plus éloquent n'est-il pas celui de la propriété et de ce qui en découle, l'accès aux ressources? Outre le " marché " en voie de s'imposer comme voie privilégiée de contrôle des ressources, les guerres, les récompenses aux vainqueurs, la spéculation, les négociations souterraines, la contrebande, les trafics illicites ont été, et demeurent encore, les voies d'accès à la richesse et au contrôle des ressources. Qu'en est-il de la part dévolue aux femmes et de leur participation à ces activités? Qu'il s'agisse de ressources matérielles ou immatérielles (tel le savoir), les contributions et les rétributions des femmes, pas plus que les (biens ou mal) acquis qui figent des rapports inégaux, ne peuvent être occultées tant dans l'analyse des problèmes économiques que dans la recherche de voies transformatrices?

¹⁰ voir sa présentation au symposium "*Globalización de la solidaridad*" : des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire.

¹¹ par exemple adoption de lois, de quotas, à l'accès au micro-crédit, à la nomination de quelques femmes à des postes-clés ou même à la reconnaissance par tout autre moyen des activités traditionnellement féminines

Sources bibliographiques

- CHOSSUDOVSKY, Michel (1998), *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 248 pages.
- COMITÉ VOLET INTERNATIONAL DE MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES, (1996), *Les actes du séminaire international sur l'économie sociale tenu les 6 et 7 juin 1995*, Montréal, Relais-femmes, 74 p.
- DEFOURNY, J. et J. L. MONZON CAMPOS (1992), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique*. Bruxelles, CIRIEC-De Boeck Université, 459 p.
- DOBSON, R. V. G., (1992), *Bringing the Economy home from the market*, Montréal, New York et London, Black Rose Books, 235 p.
- DUVAL M., SABOURIN, C. (1999), *Alternative Thinking on the Economy in Québec (CANADA) Women's Movement: A Strategy for Fighting Poverty*, Paper submitted to CROP/MOST competition Best practices in poverty research, 15 March 1999.
- EKINS P. (1986) *The Living Economy*, London & New York, Routledge, 398 p.
- EKINS P., MAX-NEEF M., (1992), *Real-life Economics, Understanding wealth creation*, London & New York, Routledge, 460 p.
- FERBER, M. A., NELSON, J. A. (Ed.) (1993), *Beyond Economic Man*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 178 p.
- FOLBRE, N., (1997) *De la différence des sexes en économie politique*, Paris, Coll. des femmes, 238 p.
- FRENCH, M., (1986), *La fascination du pouvoir*, Paris, Acropole, 597 p.
- GALFISA (1999), *Las trampas de la globalización, paradigmas emancipatorios y nuevos escenarios en America Latina*, La Havane, Ed. José Martí, 215 p.
- HENDERSON, H., (1991), *Paradigms in Progress*, San Francisco, Life beyond Economics, Berrett-Koehler Publishers, 293 p.
- IRONMONGER, D., 1995, *Modeling the Household Economy*, Elsevier Science Publishers, pp. 387-398.
- KUIPER, E., SAP, J. (Ed.) (1995), *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, New York and London, Routledge, 319 p.
- LÉVESQUE, B. et M.-C. MALO (1992), "L'économie sociale au Québec: une notion méconnue, une réalité économique importante" dans DEFOURNY et al., *op. cit. Supra*: 385-446.
- ORTIZ, H., ET I. MUÑOZ (ED.), 1998, *Globalización de la solidaridad, Simposio internacional*, Lima, GES (Grupo Internacional Economía Solidaria), 496 p.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 1998, *Rapport mondial sur le développement humain 1998*, Economica.
- SABOURIN, C. (1997) "Le symposium "Globalización de la solidaridad": des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire", Recherches féministes, vol. 10, no. 2 : 211-217
- SABOURIN, C. (1999), "Les rapports économiques au XXI^e siècle : penser et agir autrement", présenté dans le cadre du colloque La recherche féministe dans la francophonie plurielle, Dakar, mai 199. Texte soumis pour publication dans les Actes du colloque.
- SABOURIN, C., (1997), Le symposium "Globalización de la solidaridad": des échanges d'idées autour de la notion d'économie solidaire, Recherches féministes, vol. 10, no. 2 : 211-217.
- SABOURIN, C., 1996, *Building a Just Society : Socio-Economics Education*, 8th Conference on Socio-Economics : Socio-Economics Foundations for a Just Society, Genève, 15 p..

SABOURIN, C., DUVAL, M. (1998), *L'économie sociale du point de vue es femmes : bilan d'une démarche de formation*, Actes du colloque du CIRIEC Rapports entre recherche et intervention pour le développement local et l'économie sociale : expériences, enjeux et défis, ACFAS 1998, pp. 112-118.

VANDELAC, L. (sous la dir.), 1988, *Du travail et de l'amour : les dessous de la production domestique*, Éditions Saint-Martin.

WARING, M., 1997, *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, Univ. of Toronto Press.

WICHTERICH, C., (1998), *La femme mondialisée*, Solin/Actes sud, 262 p.